

Éditorial

L'urbanisme touché par le développement durable ?

Urbanistes, architectes et paysagistes, en somme, les « aménageurs des territoires » sont-ils en voie de remettre en cause leurs pratiques et leur capacité à intégrer dans leurs démarches innovantes la nouvelle utopie politique du développement durable : bâtir pour les générations futures des milieux de vie conciliant l'écologique avec le social et l'économique ? Trois manifestations récentes plaident pour discerner une potentielle mutation culturelle dans ces milieux professionnels reconnus compétents pour fabriquer les villes.

Ainsi, le 30 mai 2006, lors d'une soirée de réflexion sur le développement durable organisée à la maison de l'architecture de Paris par l'ordre des architectes d'Île-de-France, un doute s'empare des praticiens présents. Malgré leur valeur didactique, les films donnant à voir un certain nombre de réalisations de quartiers et de bâtiments « durables » aux Pays-Bas ou en Allemagne leur semblent relever de pratiques utopiques : en tant qu'architectes ayant à faire aux espaces urbains et « périurbains » d'Île-de-France, ils savent bien que la « haute qualité environnementale », le plus souvent réservée aux élites sociales, ne fait pas bon ménage avec « l'habitat social » et les « pôles de compétitivité » économiques.

Fin août, le Conseil français des urbanistes intitule sa XI^e université d'été, à Lille : « La ville, changement de nature ? Ou comment l'envie de nature influence-t-elle l'urbain ? » Alors que son président affiche les objectifs de consolider le statut professionnel des 5 000 urbanistes français – qualifiés et qualifiables –, d'affirmer la place de l'urbanisme au niveau international et de préparer le Congrès mondial de l'urbanisme qui se tiendra en 2007 à Budapest, il appelle à prendre en compte le développement durable, en s'adaptant « aux ressources locales et aux modèles locaux », à « rester dans le réel en se pré-occupant des gens pour qui on travaille », à « penser la complexité » en ne se contentant pas seulement du financement et de l'économie des projets. Son mot d'ordre : « Ouvrons nos fenêtres pour mieux nous définir », comme d'ailleurs la discussion sur « Qu'est-ce que la nature et le besoin de nature ? » semblent conduire l'assistance à un

sentiment de déstabilisation, à l'incertitude, voire à de vives controverses. Des phrases fusent pour dire ce qu'il faut faire : repenser l'idée de nature en ville en évitant le paysagisme ; introduire de nouveaux concepts comme celui de « confort spatial » pour contredire le sacro-saint modèle de la « ville compacte » et reconsidérer les sens de la densité ; prendre le point de vue de l'habitant sans oublier celui des femmes ; sortir de la vision réglementaire et normative et regarder l'urbanisme durable que fabrique – sans architecte ni urbaniste – la société civile en quête de lieux de vie acceptables...

Trois semaines plus tard, à Lille encore, lors de l'université d'été de la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) – ex-DATAR, qui vient de changer son nom pour s'engager plus avant dans la compétitivité territoriale –, une fenêtre est laissée ouverte à cette remise en cause des pratiques professionnelles d'aménagement urbain. Alors que la question posée : « Où vont les villes ? » s'inscrit dans le droit fil des « exercices de prospective » antérieurs qui constituent une spécialité de cet organisme, même s'il s'agit cette fois des « villes européennes », on ne peut que s'étonner d'y relever certaines interrogations comme : « Aménager, est-ce fabriquer du "bien commun" ? » Un temps important est consacré à la présentation de livres dont les titres confirment le besoin et l'appel à l'autoréflexivité : *Fureurs de ville* (Dollé, Grasset, 1995), *La Ville incertaine* (Franck, Academia-Bruylant, 2003), *La Ville durable, du politique au scientifique* (Mathieu, Guermond, Cemagref/Cirad/Ifremer/Inra, 2005)... Mais le plus surprenant est sans nul doute le texte de l'architecte Alain Renk et de la nouvelle agence interdisciplinaire qu'il a créée à Montreuil, *Construire la ville complexe ?* (Renk, Agence Host, 2002). « Se battre contre les visions simplificatrices du monde auxquelles l'architecture et l'urbanisme participent largement en standardisant le territoire », se demander : « L'architecture et l'urbanisme peuvent-ils favoriser l'autonomie au détriment des comportements programmés, nous aider à sortir de simulacres qui ne sont pas les nôtres ? », sont les raisons

invoquées pour tenter d'« inscrire dans la réalité les premiers principes théoriques de *la ville complexe* qui vont nous aider à concevoir des stratégies pour habiter le monde dans ses degrés d'organisation et de désordre, ses surprises, ses avancées et ses retours en arrière ».

Mais ce trouble et cette agitation ne retomberont-ils pas, comme une mode éphémère, avec la fin de l'engouement pour les mots de gouvernance et de développement durable ? Surtout s'ils ne sont pas suivis de réalisations qui démontrent la possibilité de mettre en œuvre des solutions intégrant les trois dimensions quasi contradictoires de la nouvelle utopie politique. Peut-on « construire la ville complexe » sans « instruire scientifiquement » ce que complexité et durabilité urbaines signifient ? Une nouvelle alliance entre praticiens et scientifiques n'est-elle pas la condition pour repenser un urbanisme responsable et socialement acceptable ?

Natures Sciences Sociétés a jusqu'à présent assez peu publié sur « la ville, l'urbain et le développement durable », comme le souligne Mario Gauthier dans ce numéro où il tente, d'un point de vue « externe », une évaluation de la manière spécifique (ou non) d'aborder la question dans la revue compte tenu de son projet éditorial. Pourtant, malgré le petit nombre de textes publiés sur cette thématique depuis sa création jusqu'à 2004, il en retient « la pertinence des objectifs de *NSS*, qui visent à construire une interdisciplinarité répondant aux exigences de l'action publique et aux besoins des sociétés modernes ». Il nous faut donc poursuivre nos efforts. La publication dans le numéro 1 de 2006 d'un retour d'expérience interdisciplinaire sur l'écosystème de Baltimore (USA) de même que celle de la Libre opinion « Repenser l'urbanisme par le développement durable ? » vont dans ce sens. Dans le présent numéro, le lecteur trouvera

plusieurs textes qui signent la volonté éditoriale d'instruire, dans la diversité des points de vue, le développement urbain durable comme catégorie et de pensée et d'action. Plusieurs livres sur le sujet font l'objet de comptes rendus. Dans un Forum répondant en quelque sorte à celui de Mario Gauthier, je propose une voie spécifique pour faire de l'utopie du développement urbain durable un événement scientifique. Dans son Regard, André Fleury s'adresse aux ingénieurs et aux sciences sociales pour mettre au jour le changement des représentations et la fin des oppositions ville/nature, ville/campagne, ville/agriculture, et pour proposer le concept hybride d'agriculture urbaine comme concept opératoire. Dans les Actualités de la recherche, Joëlle Salomon Cavin, en rendant compte d'un colloque où la « ville-campagne » est assimilée à la « ville insoutenable », approfondit les termes de la controverse que le « périurbain » suscite et met l'accent sur la nécessaire clarification des représentations – positives et négatives – qui la nourrissent. Elle propose « d'adopter, comme le suggère Jean Rémy (2004), une “conscience positive” du périurbain comme “lieu de tous les possibles” : une conscience qui n'exclut pas les travers, mais qui accepte aussi les potentiels ». Le concept de ville durable est alors à mobiliser en tout premier lieu comme potentiel d'analyse, parce qu'il invite à saisir la complexité et pousse à l'interdisciplinarité. D'ailleurs, c'est en approfondissant – comme le fait Pierre Bergel rendant compte d'un colloque sur les villes reconstruites – l'histoire des milieux urbains, en élargissant les connaissances sur les villes par l'interdisciplinarité, que l'ambition éditoriale de *Natures Sciences Sociétés* trouvera un début d'effectivité dans le champ de l'urbain et des relations villes/campagnes.

Nicole Mathieu